

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio.

Nelle Provincie del Regno con vaglia postale affrancata diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESSE LE DOMENICHE

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.
Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Ha numero separato cent. 20.
Arretrate centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE
Per Firenze
Per le Provincie del Regno . . .
Svizzera
Roma (franco ai confini)

Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento

FIRENZE, Domenica 20 Settembre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE
Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento
per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento

PARTE UFFICIALE

Il numero 4567 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto l'articolo 13 del Nostro Reale decreto 23 dicembre 1866, n° 8452;
Visto l'articolo 35 del regolamento 18 febbraio 1867, firmato d'ordine nostro dal ministro di agricoltura, industria e commercio;
Visto il parere del Consiglio di Stato in data 8 giugno 1867;
Esaminato lo statuto ed il bilancio pel Comizio agricolo del distretto di San Bonifacio;
Sulla proposta del suddetto Nostro ministro segretario di Stato per gli affari di agricoltura, industria e commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il Comizio agrario del distretto di San Bonifacio, provincia di Verona, è legalmente costituito ed è riconosciuto come stabilimento di pubblica utilità, e quindi come ente morale può acquistare, ricevere, possedere ed alienare, secondo la legge civile, qualunque sorta di beni.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 23 agosto 1868.

VITTORIO EMANUELE.

BAOGLIO.

Il numero 4574 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduta la legge 27 maggio 1867, n. 3745, con la quale il Governo del Re fu autorizzato a dare esecuzione alla Convenzione conclusa fra l'Italia e la Francia il 7 dicembre 1866, per il riparto del debito pubblico pontificio, ed al protocollo esplicativo della stessa data che fa seguito alla Convenzione medesima;

Veduto il protocollo finale sottoscritto a Firenze, in data 31 luglio 1868, dal Nostro ministro delle finanze e dall'inviato straordinario ministro plenipotenziario di S. M. l'Imperatore dei Francesi a Firenze, per il riparto delle iscrizioni del debito pubblico pontificio, in esecuzione della suddetta Convenzione del 7 dicembre 1866;

Sulla proposta del Nostro ministro delle finanze;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Sarà data piena ed intera esecuzione al protocollo finale sottoscritto a Firenze, in data del 31 luglio 1868, dal Nostro ministro delle finanze e dall'inviato straordinario ministro plenipotenziario di S. M. l'Imperatore dei Francesi a Firenze, per il riparto delle iscrizioni del debito pubblico pontificio, in esecuzione della Convenzione del 7 dicembre 1866.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 18 agosto 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. G. CAMBRAY DIGNY.

PROTOCOLLO FINALE per il riparto delle iscrizioni della detta pubblica pontificale in esecuzione della Convenzione del 7 dicembre 1866.

Les soussignés, ministre des finances de S. M. le Roi d'Italie d'une part, et l'envoyé extraordinaire, ministre plenipotenziario de S. M. l'Empereur des Français auprès de S. M. le Roi d'Italie d'autre part, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ayant pris connaissance des accords passés entre l'ambassadeur de France près le Saint-Siège, et le directeur général de la Dette publique du Royaume d'Italie, relatifs à l'exécution de la Convention signée à Paris le 7 décembre 1866 sur lesquels accords le Saint-Siège, consulté par le Gouvernement Français, n'a pas trouvé d'objections, ont arrêté les conventions suivantes:

Art. 1° La part proportionnelle de la Dette publique pontificale inscrite, que le Gouvernement italien doit prendre à sa charge, aux termes de la Convention du 7 décembre 1866 et transférer sur son Grand-Livre, par suite des annexions des provinces des Romagnes, des Marches, de l'Ombrie, et de Bénévent, a été fixée à la somme de francs 18,627,773 83, savoir:

pour la Dette perpétuelle, à Fr. 7,892,984 78
pour la Dette rachetable, à Fr. 10,734,788 55

Ensemble, Fr. 18,627,773 83

Mais, comme dans la somme de la dette consolidée à partager on avait compris la rente de francs 214,000, représentant les titres déposés pour nantissement du prêt d'un million de ducats que le Trésor napolitain a fait au Saint-Siège, en date du 14 avril 1860, et que tout ce qui concerne ce prêt fait partie d'un des points litigieux spécialement réservés par l'art. 9 du protocole annexé à la Convention du 7 décembre 1866, pour être ultérieurement réglés, il a paru équitable de retrancher provisoirement, dès à présent, la rente de 214,000 francs en question du total de la Dette partageable, et l'on a procédé d'un commun accord à la rectification de la liquidation sur ce point, ainsi qu'il résulte du tableau annexé.

En conséquence de ce qui précède et d'autres rectifications résultant de la nouvelle liquidation annexée au présent protocole, le montant de la part de l'Italie est et demeure réduit à la somme de francs 18,438,193 71, savoir:

pour la Dette perpétuelle, à Fr. 7,749,215 64
pour la Dette rachetable, à Fr. 10,688,978 07

Ensemble, Fr. 18,438,193 71

La différence résultant de la liquidation ainsi rectifiée sur le montant des trois semestres payés en argent à Paris par l'Italie, aux termes de l'art. 3 de la convention du 7 décembre 1866, est reconnue s'élever à la somme de francs 289,329 36. Elle devrait être remboursée provisoirement du moins, par le Saint-Siège dans les mêmes espèces et sans restitution ultérieure par l'Italie, s'il y avait lieu, dans les mêmes conditions. Mais, comme il existe en ce moment un compte entre l'Italie et le Saint-Siège au sujet des avances des semestres échus, faites par ce dernier depuis le commencement de 1867 et dont il est parlé à l'art. 8 ci-dessous, il demeure entendu que ce remboursement sera aujourd'hui effectué, et jusqu'à due concurrence, par voie de compensation.

Art. 2. D'après l'art. 8 du Protocole explicatif de la convention, le partage des inscriptions de la Dette perpétuelle devait avoir lieu par la voie du tirage au sort. Mais le Gouvernement pontifical préférant continuer le service des rentes perpétuelles nominatives et notamment de celles appartenant aux Corps moraux qui n'étaient pas encore passées à la charge du Trésor italien, il a paru convenable d'accueillir les dispositions manifestées par le Gouvernement pontifical de décharger le Gouvernement italien de la rente de francs 415,884 82, correspondant au montant des inscriptions appartenant aux Corps moraux italiens (lesquelles restaient alors à la charge du Saint-Siège sur le Grand-Livre pontifical) et de réduire de cette somme de francs 415,884 82 la quote-part de l'Italie dans la Dette perpétuelle pontificale.

Cette proposition ayant été agréée par les deux Gouvernements français et italien, le montant de la quote-part de l'Italie dans la Dette pontificale perpétuelle est et demeure réduit et fixé à la somme de francs 7,333,330 82.

Art. 3. La quote-part de l'Italie dans la Dette perpétuelle pontificale, quote-part réduite et fixée, comme il vient d'être dit, à la somme de 7,333,330 82 de rente, est représentée:

1° Par les inscriptions des rentes nominatives que le Gouvernement italien a servies ou devait servir dès l'époque des annexions, s'élevant à la somme (annexe A) de Fr. 1,517,784 52

2° Par les inscriptions au porteur attribuées à l'Italie, en commençant par les plus anciennes et s'élevant à une somme (annexe B) de Fr. 5,815,574 37

Rente transportée à la dette rachetable pour parfaire le montant des obligations, dont à cause des coupures les chiffres ne peuvent être fournis qu'en somme ronde, ci 21 93

Somme correspondant à la quote-part réduite et fixée ainsi que dessus à Fr. 7,333,330 82

Art. 4. Quant à la Dette rachetable s'élevant, d'après la liquidation rectifiée, à la somme de 10,688,978 07, et portée à la somme de 10,689 mille, par l'augmentation de 21 fr. 93 cent; pour parfaire les coupures des obligations, ainsi qu'il est dit à l'article précédent, la quote-part de l'Italie est représentée:

1° Par le montant des intérêts annuels de la totalité des obligations non amorties de l'emprunt Parodi (contrat du 20 janvier 1846) s'élevant à la somme (annexe C) de Fr. 412,500

2° Par le montant des intérêts annuels de la totalité des obligations non amorties de l'emprunt Rothschild (contrat du 10 août 1857), s'élevant à la somme (annexe D) de Fr. 6,952,700

3° Par le montant des intérêts annuels des obligations au porteur placées et non amorties des emprunts 18 avril 1860 et 26 mars 1864 jusqu'à concurrence de la somme (annexe E) de Fr. 3,323,800

Ensemble Fr. 10,689,000

Art. 5. Les titres provisoires des obligations 1860 et 1864 restent à la charge du Gouvernement pontifical, qui aura à en faire l'échange en obligations nominatives.

Art. 6. En ce qui concerne les rentes appartenant aux Corps moraux italiens qui restent inscrites sur le Grand-Livre romain, le service régulier en sera continué par le Gouvernement pontifical.

Art. 7. Dans le délai de six mois à partir de la date du présent Protocole, le Gouvernement français s'appliquera à obtenir du Gouvernement pontifical la déclaration des droits qui pourraient être réservés à ce dernier sur les rentes affectées aux cautionnements des comptables et autres dans les provinces annexées et qui auraient été transférées sur le Grand-Livre italien. Passé ce délai sans que le Gouvernement pontifical ait fait une déclaration quelconque, tout droit sur lesdites rentes restera acquis au Gouvernement italien et aux autres créanciers spéciaux.

Il est et demeure en outre convenu que, dans le cas où quelque rente inscrite sur le Grand-Livre italien ou sur le Grand-Livre romain devrait être libérée ou expropriée, le Gouvernement français s'entendrait, s'il y a lieu, pour que les deux Gouvernements, italien et pontifical, se prêtent réciproquement à l'exécution de l'opération requise conformément aux lois et aux règlements de chaque pays.

Art. 8. Les sommes payées par le Gouvernement pontifical, soit pour intérêts ou amortissement d'obligations, soit pour les arrérages de la rente consolidée 5 pour cent restés à la charge de l'Italie à partir du 1° janvier 1867, d'après la Convention du 7 décembre 1866 et le présent Protocole, seront remboursées par le Gouvernement italien sur production des coupons y relatifs et des obligations amorties.

Le remboursement aura lieu en argent pour les emprunts 1860 et 1864 et en billets romains pour les autres Dettes.

Le remboursement des paiements des rentes nominatives aura lieu sur production des mandats dûment acquittés.

Seront en même temps réglés les paiements faits par l'Italie depuis les annexions sur des rentes qui seraient restées sur le Grand-Livre romain.

Art. 9. Dans le cas où la sincérité des titres au porteur, parmi ceux dont le service est attribué à l'Italie, paraîtrait douteuse, le Gouvernement italien sera en droit d'exiger du Gouvernement pontifical, par l'intermédiaire du Gouvernement français, qu'il l'éclaircisse par tous les moyens en son pouvoir sur l'authenticité des titres en question.

Il reste d'ailleurs entendu que le Gouvernement italien ne prendra à sa charge que la quotité de la rente fixée pour chaque catégorie de Dette dans le présent Protocole représentée par les inscriptions qui y sont énoncées, sauf, bien entendu, les modifications qui pourront ultérieurement surgir du règlement des réserves.

Art. 10. Le ministre plenipotenziario de France a remis au ministre des finances d'Italie, qui le reconnaît:

1. L'extrait du Grand-Livre romain concernant les inscriptions nominatives des rentes perpétuelles contenues dans l'annexe A. Cet extrait a été vérifié et collationné sur le Grand-Livre romain par le délégué financier français;

2. L'extrait du Grand-Livre des pensions servies par l'Italie;

3. Le tableau indicatif des charges qui affectent les inscriptions nominatives ci-dessus. Il devra en outre être fourni ultérieurement, s'il y a lieu, par le Gouvernement pontifical, tous autres documents qui seront jugés nécessaires par le Gouvernement italien à l'appui du tableau indicatif précité;

4. Les copies authentiques des contrats des emprunts Parodi et Rothschild en date, le premier du 20 janvier 1846, et le second du 10 août 1857;

5. Le tableau des numéros et du montant des inscriptions de rente appartenant aux Corps moraux italiens et restés sur le Grand-Livre romain;

L'Italie pourra encore obtenir par l'intermédiaire de la France, dans le cas de réclamation, tous les renseignements qui lui seraient nécessaires chaque fois qu'il s'élèverait quelque doute sur la situation d'une rente quelconque. A cet effet, le Saint-Siège tiendra son Grand-Livre à la libre disposition de la France.

6. Les tableaux des inscriptions de la rente consolidée au porteur;

7. Les souches des obligations appartenant à la dette rachetable, et les obligations amorties. Le Gouvernement italien pourra en outre exiger du Gouvernement pontifical, par l'intermédiaire du Gouvernement français, qu'il fournisse tous les renseignements et documents qui seraient ultérieurement jugés nécessaires sur les titres qui ont été transférés à l'Italie.

Art. 11. Une Commission mixte sera nommée dans les six mois de la signature du présent Protocole, au plus tard, pour examiner les questions réservées à l'art. 6 de la Convention du 7 décembre 1866, et mentionnées à l'art. 9 du Protocole annexé à ladite Convention, et pour en proposer la solution aux Gouvernements respectifs.

Cette Commission sera présidée par l'ambassadeur de France à Rome.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole final, suivi du tableau de liquidation rectifié et des cinq autres annexes sous les lettres A, B, C, D, E, et l'ont revêtu du cachet de leurs armes

Fait et arrêté en double expédition

A Florence le 31 juillet 1868.

(L. S.)
(L. S.)

L. G. CAMBRAY DIGNY.
MALARET.

NOUVELLE LIQUIDATION

de la quote-part de l'Italie dans la Dette publique du Saint-Siège.

Nouvelle liquidation de la quote afférente à l'Italie sur la Dette publique pontificale en exécution de la Convention du 7 décembre 1866.

	Situation au 30 juin 1859		Quote-part à l'Italie		Situation au 30 sept. 1860		Quote-part à l'Italie	
	Population	à l'Italie	Population	à l'Italie	Population	à l'Italie	Population	à l'Italie
Dette consolidée	8,986,871 75	2,915,775 81	6,071,095 91		8,986,871 75	2,915,775 81		
Rente déjà servie par l'Italie		834,875 04				834,875 04		
Dédution de la quote-part attribuée aux Romagnes		2,080,900 77				2,080,900 77		
Dédution de la rente concernant le prêt du Roi de Naples						214,000		
Rente déjà servie par l'Italie						7,194,561 11		
Dette rachetable	7,358,152 11	2,387,340 34	4,970,811 77		7,358,152 11	2,387,340 34		
Dédution de la quote-part attribuée aux Romagnes						7,367,796 44		
Quote-part de l'Italie au 30 septembre 1860						9,100,400 61		
Quote-part de l'Italie au 30 juin 1859						4,468,241 11		
						13,568,641 72		

Résumé de la nouvelle rente à servir.

	Au 30 juin 1859	Au 30 septemb. 1860	TOTAL
Rente à servir			
Perpétuelle	2,080,900 77	4,150,580 35	6,231,481 12
Rachetable	2,387,340 34	4,949,820 26	7,337,160 60
	4,468,241 11	9,100,400 61	13,568,641 72

Liquidation de l'arriéré.

1859 - Rente totale Fr. 4,468,241 11 - un semestre	Fr.	2,234,120 55
1860 } Id. Fr. 13,568,641 72 - trois trimestres		3,392,160 43
1861 } Id. un an		13,568,641 72
1862 } Id. un an		13,568,641 72
1863 } Id. un an		13,568,641 72
1864 } Id. un an		13,568,641 72
1865 } Id. un an		13,568,641 72
1866 } Id. un an		13,568,641 72
TOTAL	Fr.	90,399,312 12
Dédution convenue:		
1. Du montant de trois semestres que l'Italie s'est engagée à payer en espèces	Fr.	20,352,962 58
2. Du montant des cautionnements fixé à la somme de		3,000,000
TOTAL	Fr.	23,352,962 58
Cette somme de	Fr.	67,036,349 54
est convertie en une rente au pair de Fr. 3,351,817 47.		
En conséquence, la quote-part de l'Italie reste modifiée ainsi qu'il suit:		
Pour la Dette perpétuelle:		
Rente déjà servie par l'Italie	Fr.	1,517,734 52
Rente à servir		6,231,481 12
Pour la Dette rachetable:		
Quote-part	Fr.	7,337,160 60
Arrérages convertis en rente		3,351,817 47
TOTAL	Fr.	18,438,193 71
Par suite de cette nouvelle liquidation, le Gouvernement pontifical doit encore rembourser la différence qui en résulte entre la somme des paiements à Paris de Fr.		20,642,291 94
Et la somme que l'Italie doit effectivement payer en		20,352,962 58
Somme et de Fr.		289,329 36

Il n° 4567 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduto il testamento segreto consegnato a rogiti del notaio Nicola Marini il dì 11 gennaio 1866, e aperto nella pretura di Faenza con atto dello stesso notaio in data 15 gennaio dell'anno medesimo, col quale il dottore Arcangelo Laghi di Faenza disponeva:

A) Che a cominciare dall'anno scolastico successivo a quello della morte del suo erede « sia mantenuto agli studi di medicina all' Univer-

sità di Parigi o di Vienna, per un triennio, un giovane bisognoso e di merito da scegliersi « dal Consiglio comunale di Faenza, il quale « dovrà preferir quello dei giovani faentini che « mostrerà più ingegno ed avrà dato prove non « dubbie di profitto negli studi antecedenti. »

B) Che questo legato debba essere perpetuo, e che ai giovani che saranno scelti dal Consiglio predetto sia durante il triennio corrisposto l'annuo assegno di seicento napoleoni d'argento da assicurarsi sui beni dell'eredità;

Veduto l'atto 18 marzo 1868, col quale Ferdinando Laghi fratello ed erede del testatore ha dichiarato non solo di non avere alcuna opposizione alla benefica disposizione del fratello, cui

più potente a suscitare dei nemici che Grant a creare degli amici. Nondimeno hanno guadagnato assai sull'anno scorso e lavoreranno con crescente fiducia per le elezioni di ottobre. Il risultato delle quali non può esser dubbio...

La nomina di Grant non ha suscitato l'entusiasmo dai repubblicani sperato, nè la nomina di Seymour fu fatale ai democratici com'era stato predetto. I provvedimenti sono più grandi degli uomini, e i principi sono più grandi delle persone nelle quistioni politiche di un popolo istruito...

Credevasi che il generale Grant marcierebbe a Washington agevolmente come il generale McClellan pensava di marciare a Richmond, ma è chiaro che bisognerà combattere per ogni polce di terreno benchè forse con lo stesso risultato che tenne dietro alla grande lotta che finì nel Maine con una grande vittoria.

— Si legge nello stesso giornale: Ecco la copia della lettera che l'onorevole Denman, membro del Parlamento, ha mandato ad una signora scozzese intorno ai diritti elettorali della donna nel nuovo atto di riforma: 5 settembre 1868.

Signora, io non ho una opinione molto decisa sul punto controverso, e lo credo molto dubbio. Se fosse stata seguita la redazione del progetto primitivo del bill, inclino a credere che avrebbe dato i diritti elettorali alle donne non maritate. Conteneva una clausola la quale diceva che certe classi di *men* (uomini) sarebbe affrancate, e annoverando le classi il bill diceva che « ogni *man* (essendo persona di sesso maschile) sarà... ma quella clausola (che suppone essere la causa dell'affrancamento) è stata tolta. La questione ora sta così: — La legge dà il diritto di votare a qualunque *man* (uomo, persona) che... non avendo nessuna incapacità legale... » La parola *man* non fu adoperata nell'atto di riforma del 1832 (atti di Guglielmo IV 2 e 3), bensì le parole *male person* (persone di sesso maschile). Gli atti di Vittoria, 13 e 14, cap. 21, sez. 4, stipulano che « le espressioni che implicano il sesso maschile saranno considerate come applicandosi anche alle donne (in tutti gli atti posteriori del Parlamento) a meno che non siavi qualche cosa di contrario nell'atto stesso ».

Da una parte si dice che le parole « non avendo nessuna incapacità legale » sono precisamente contrarie al senso largo di *man* che sarebbe supposto contenere anche *woman* (donna), ma si dice anche che quelle parole si riferiscono semplicemente alla minorità, al matrimonio ed alle altre incapacità legali di quel genere.

Nell'odierno *Spectator* vi è un importante articolo su questo proposito.

Ecco un incidente che è favorevole al vostro modo di vedere (ed è possibile che la cosa sia intesa così in alto luogo). Ed è quando io domandai al sig. Disraeli se la intendeva così, ed egli mi fece una risposta evasiva; e quando il sig. Mill ha proposto di sostituire il vocabolo *person* al vocabolo *man*, il sig. Disraeli si astenne di votare. Ma la Camera non reputò la cosa chiara, perchè noi ci siamo trovati in assai grande minoranza votando per quella espressione. Ma quelle sono cose che non riguardano un giudice. Io credo che sia una questione di diritto molto discutibile nel suo stato attuale.

G. DENMAN.

— Si legge nell'*Express*:

Il revisore legale delle elezioni si è pronunciato a Manchester contro l'ammettere le donne sulla lista elettorale. Egli ha preso argomento dal fatto che se la legislatura avesse avuto quella intenzione l'avrebbe manifestata in termini non equivoci. Gli atti di Enrico VI dicono *il popolo*; ora anche con quel vocabolo non furono mai comprese le donne. Il revisore ha concesso l'autorità di appellarsene.

— Si legge nel *Sun* del 15:

Il signor Giovanni Packington ha mandato la seguente circolare ai lords luogotenenti delle contee:

« Ministero della guerra, 11 sett. 1868.

« Essendo imminenti le prossime elezioni generali e le circostanze preparatorie che le accompagnano, reputo opportuno ricordare che i volontari in uniforme non debbono prender parte a nessuna riunione di partito nè a nessuna dimostrazione politica, e per conseguenza a preparari di voler dare le istruzioni necessarie a questo scopo agli ufficiali comandanti tutti i corpi di volontari nella contea affidata alla vostra amministrazione.

« Debbo anche pregarvi di far loro noto che non debbono riunire i loro corpi, nè per gli esercizi, nè per nessun altro motivo qualsiasi tra la emissione delle lettere di convocazione di un collegio elettorale e la fine delle operazioni della elezione in una contea o in una città che fosse nelle adiacenze del loro quartier generale. »

In questa circolare non vi è nulla di nuovo ed è precisamente consona con le istruzioni mandate il 7 giugno 1861 da Sydney Herbert.

Recentemente fu sparsa contro il sig. Gladstone l'accusa di essersi avvicinato ai cattolici romani, in seguito a che avrebbe dato un milione di lire sterline sopra la dotazione soppressa della Chiesa d'Irlanda.

Il signor Skaw, candidato liberale per Burnley ha scritto, non è molto, a Gladstone, domandandogli se v'era qualche fondamento in questa accusa, ed ha ricevuto la seguente risposta:

Juce-Blundell-Xall, 7 settembre.

Le novelle alle quali voi fate allusione a proposito dei miei pretesi impegni coi capi della Chiesa cattolica romana, o dei miei rapporti di retti con Roma sulla questione della Chiesa d'Irlanda, sono puramente castelli in aria.

Permettetemi di dirvi rispettosamente che allorchando voci di questa natura sono messe in giro, quello che resta di meglio a fare è di informarsi su quale autorità esse riposano; ed è questo il vero modo di immediatamente dissiparle.

Quando vi hanno delle prove di un genere o di un altro in favore di queste voci non c'è alcun inconveniente ad invitare la persona che ne è l'oggetto perchè le smentisca. Ma in mancanza di ogni prova, in simile circostanza non si dovrebbe esigere una risposta.

Io stesso devo rimproverarmi d'averlo all'origine della lotta, e nello scopo di soddisfare l'opinione pubblica, smentito forse con soverchia precipitazione molte voci più o meno ingenuamente inventate che non avevano maggiori prove nè ragione di essere che non l'abbia l'asserzione in discorso.

Non voglio che voi crediate che io vi biasimi d'avermi fatta questa questione. Se voi pubbli-

cato questa lettera, che m'affretto a scrivervi, forse essa avrà per effetto di arrestare fino ad un certo punto queste assurde dicerie, che si scagliano contro di noi in mancanza di buone ragioni.

Sono W. E. GLADSTONE.

FRANCIA. — Leggesi nella *France*: Ieri, un poco prima della chiusura, venne affissa alla Borsa la nota che segue:

I ministri degli affari esteri, dell'interno e delle finanze sono d'accordo a considerare il discorso del re di Prussia come unicamente relativo agli avvenimenti del 1866 e scevro da ogni applicazione alle circostanze attuali.

Intorno al discorso del re di Prussia ed alla nota ministeriale surriferita, il *Journal des Débats* reca i commenti qui uniti:

Fra tutte le osservazioni a cui prestò occasione il discorso del re di Prussia la più impreveduta è quella che l'amministrazione fece trasmettere ieri al mondo finanziario per mezzo del commissario della Borsa. Noi confessiamo riuscire impossibile di comprendere il valore pratico e legale della nota combinata dai ministri degli esteri, dell'interno e delle finanze. Se gli stessi deputati, come ci diceva ieri il *Pays*, non hanno alcun diritto di intervenire per modificare le nostre leggi o la condotta del Governo, a più forte ragione i ministri non sono che gli esecutori di una volontà superiore. Che importa dunque che tre di loro fra i quali non figura neppure quegli al quale l'opinione pubblica attribuisce la parte più importante nei Consigli del Governo, abbiano creduto dovere attribuire ad alcune parole di un sovrano estero, più o meno esattamente raccolte in un breve dispaccio, un senso piuttosto che un altro? Che significano le opinioni individuali del signor de Pinard, del signor de Moustier e del signor de Magne, cioè di tre impiegati che non presiedono affatto ai nostri destini?

Quello che ci tranquillizza non è pertanto la interpretazione che tre ministri hanno creduto dover dare al discorso che ci è stato trasmesso dal telegrafo, sibbene l'impressione che produce sopra di noi personalmente il discorso così diversamente commentato. Senza farci carico di ciò che questi alti personaggi singolarmente presi abbiano creduto di riferire al presente od al passato una frase od un'altra pronunciata in tedesco e di cui non abbiamo ancora il testo di nanzi a noi, scorgiamo chiaramente che il discorso tanto controverso non poteva dire altra cosa da quel che diceva, perchè non si è mai udito sovrano, grande o piccolo, dichiarare al suo popolo che egli ha una paura atroce della guerra ed alla sua armata che egli non la crede capace di resistere agli attacchi del nemico. Ma la pubblica opinione e soprattutto quella della Borsa è divenuta così malaticcia che essa non può più ricevere l'annuncio di un discorso pronunciato da un colonnello intorno alla bella tenuta del suo reggimento senza leggere in un discorso così naturale un qualche pronostico pericoloso. Quando adunque torneranno a dominare la calma ed il buon senso?

— Il *Mémorial diplomatique* scrive:

Ieri alla Borsa sul principio della sua apertura si sono udite circolare le voci più inquietanti e più inverosimili. Si è soprattutto cercato di interpretare in un senso bellicoso il discorso pronunciato dal re di Prussia a Kiel ciò che per qualche tempo ha provocato un sensibile ribasso di fondi pubblici.

Dobbiamo dire che questi apprezzamenti non sono in alcun modo divisi nei circoli governativi dove si giudica come soddisfacentissimo il discorso pronunciato dal re di Guglielmo e dove si considera la situazione attuale sotto l'aspetto più rassicurante.

Non si saprebbe pertanto ripetere troppo che in questo momento non esistono difficoltà, né questioni pendenti tra la Prussia e la Francia e che la politica del Governo è rigorosamente conforme alle dichiarazioni pacifiche dell'Imperatore e dei suoi ministri.

— Il *Moniteur* pubblica i particolari della visita fatta dall'Imperatore al campo di Lannemeyan.

S. M. giunse sul luogo alle 2 1/2 pomeridiane. Venne ricevuto dal maresciallo Niel ministro della guerra e dal generale conte di Goyon comandante del 6° corpo d'armata circondati dai loro stati maggiori.

Un'immensa folla era concorsa sulla pianura. Per farsene un'idea bastava pensare che vi erano rappresentati 172 comuni coi rispettivi sindaci e bandiere.

S. M. incontrato dal conte de Lorencez, comandante in capo del campo, passò davanti alla fronte delle truppe e che rivalessarono di entusiasmo colle popolazioni per acclamare il sovrano.

Dopo la rivista l'Imperatore distribuì alcune decorazioni ai militari che gli vennero presentati dal ministro della guerra ed ebbe luogo poi il *défilé*.

Giungendo a Pau alle ore 10 Sua Maestà trovò la città brillantemente illuminata.

TURCHIA. — Scrivono da Costantinopoli, 12, all'*Oss. triest.*:

In seguito alle istanze della legazione americana, il governo turco rimise in libertà i due sudditi ellenici, ch'erano stati arrestati ultimamente per aver pubblicato senza permesso un indirizzo all'ammiraglio Farragut. La *Turquie* conferma che l'ammiraglio americano ricusò di ricevere l'indirizzo in discorso, stante il carattere politico di tale manifestazione. Sembra essere stato deciso di demolire le antiche mura di Costantinopoli, le quali da gran tempo non hanno più alcun'importanza militare e inceppano lo sviluppo della città.

La *Turquie* risponde ad un articolo del *Messenger franco-américain*, che propugnava la risoluzione votata dal Congresso degli Stati Uniti e tendente ad abolire tutte le restrizioni ed i pedaggi imposti alle navi da guerra e commerciali che attraversano i Dardanelli ed il Bosforo. « Basta dare un'occhiata alla carta (dice fra le altre cose la *Turquie*) per comprendere che gli stretti dei Dardanelli e del Bosforo, molto meno larghi che la maggior parte dei fiumi americani, sono situati nel centro stesso della Turchia, e che il lasciarne assolutamente libero l'accesso alle navi da guerra di tutte le nazioni sarebbe un abbandonare da noi stessi il nostro paese alla balia di chi volesse impossessarsene improvvisamente. Ora il nostro paese è oggetto di bastanti cupidigie perchè non ci si permetta di usare le più semplici precauzioni e di non aprire le nostre porte se non conoscendo con chi abbiamo a fare. Tutta l'Europa, interessata

nella quistione, giudicò nello stesso modo. Firmando i trattati, essa ebbe per scopo tanto gli interessi generali e la pace universale, quanto la nostra propria sicurezza. Ammettendo poi che il presente stato di cose possa danneggiare l'America, non negherà certo che gli interessi commerciali europei hanno più a soffrire dei suoi in seguito a restrizioni che colpiscono migliaia di navi appartenenti alle varie nazioni d'Europa, mentre l'America non ne spedisce nei nostri porti più di dieci all'anno! »

GRECIA. — Da Atene, 12, scrivono allo stesso giornale:

Le voci di un prossimo cangiamento di Ministero acquistano di giorno in giorno maggior consistenza. Oggi si pretende che forse entro un paio di giorni il deputato sig. Deligiorgi verrà incombenza di formare un nuovo Ministero, nel quale prenderebbe parte anche il sig. Chehajias qual ministro delle finanze. Finché la Camera non si radunerà in seduta, ogni voce di cangiamento di Ministero sarà prematura. Le persecuzioni contro il signor Camunduros continuano; si dice ch'egli si tiene nascosto in un suo podere nella Messenia, e che appena tenterà di allontanarsi sarà arrestato, essendo già pubblicato il mandato d'arresto contro la sua persona. Gli amici del Camunduros vanno spacciando che il suo accerrimo avversario Bulgari abbia persino l'intenzione di farlo assassinare; la qual voce però è da ritenersi infondata. Il vero è che se il Governo continua a procedere in tal maniera, è da temersi che scoppi nella Messenia la guerra civile, poichè gli animi sono molto irritati e gli amici di Camunduros sono molti in quella sua provincia natia.

VARIETÀ

L'eclisse solare.

Il *Times* pubblica una lettera del capitano della nave *Carnatic*, della Società di navigazione peninsulare e orientale che ha osservato l'eclissi del 18 agosto, da Suez.

« Dalla nave il *Carnatic*, Suez 28 agosto.

Signori, ho l'onore di mandarvi la seguente descrizione dell'eclissi solare come fu osservata a bordo di questa nave la mattina del 18 di agosto.

La posizione della nave al momento del primo contatto era latitudine 16 N, longitudine 54, 15 E, essendo in tal modo a 20 miglia più al nord del limite più settentrionale in quel meridiano. Per noi l'eclisse fu solo parziale; la parte del disco solare, nondimeno, che non rimase oscurata fu solo di 1-16° del suo diametro.

Disgraziatamente quando avvenne il primo contatto il sole era oscurato dalle nubi, che minacciavano assolutamente d'impedirci la vista del fenomeno. Ad intervalli però vedevamo il suo progredire, ma così brevi che impedivano di fare delle osservazioni. Finalmente quel gruppo di nubi si disperse e potemmo vedere chiaro finalmente il sole che aveva circa due terzi del suo diametro eclissati. Alle 7 10 m. ant. era raggiunto il punto più vicino alla totalità, essendo l'altezza di 22 gr., 10 min. e in quel momento facemmo i più grandi sforzi per osservare il fenomeno. Quella parte del sole che restava scoperta era una striscia stretta, in forma di mezza luna, di grandezza circa 1-16° parte del suo diametro. La luce che tramandava era singolare e difficile a descrivere perchè mentre era fulgidissima era nello stesso tempo molto pallida. L'alto mare in moto pareva avesse le immense onde di piombo liquido, e il pallore lugubre della luce che lo inondava era un tale spettacolo che è impossibile dipingere qui per i suoi effetti. Per noi l'eclissi non era totale. Quindi non vedemmo la corona. La prima cosa notata dallo spettroscopio furono varie linee oscure nello spettro di quella parte del sole visibile nel momento della grande oscurità, le quali furono esaminate attraverso una stretta fessura con lo strumento, come raccomandò il luogotenente Herschell. Dopo apparve una asperità sull'orlo concavo della mezza luna lucente rimasta visibile, e quella fu ben notata perchè fu veduta benissimo con lo spettroscopio non montato. Il crescente splendore del sole impedì che i primi fossero molto utili, fuorchè durante la grande oscurità. Per tutto i raggi tra il rosso e il verde predominavano su quelli tra il verde e il violetto. Sul disco solare fu veduta una piccola macchia scura, situata nella parte superiore della mezza luna, distante forse un'ottava parte del suo diametro dall'orlo estremo. Il contatto cessò a 16 ore, 43 m., 29 sec. A Greenwich nello stesso tempo.

Fra le particolarità meteorologiche scoperte notemmo che la temperatura del giorno prima dell'eclisse era insolitamente bassa, 74 gr. a mezzodì, mentre il giorno precedente e quello dell'eclissi era di 80 gr. e 79 gr. rispettivamente. La direzione o la forza dei monsoni non ne subì influenza apparente; le due sole cose notabili furono le brume straordinarie dell'orizzonte col cielo chiaro, e lo estremo splendore del mare la notte. La temperatura del mare durante l'eclisse fu di 75 gr. quella dell'aria di 77 gr. Il barometro fermo a 29.70 gradi.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

REALE ACCADEMIA DI MEDICINA DI TORINO

Premio RIBERI — 3° concorso.

La Reale Accademia di medicina di Torino conferirà nel 1871 il premio triennale Riberi di L. 20,000 all'autore dell'opera, stampata o manoscritta, nel triennio 1868-69-70, o della scoperta fatta in detto tempo, la quale opera o scoperta sarà per essa giudicata avere meglio contribuito al progresso ed al vantaggio della scienza medica.

Le opere dovranno essere scritte in italiano, o latino, o francese; le traduzioni da altre lingue dovranno essere accompagnate dall'originale.

Le opere dovranno essere presentate all'Accademia, franche di ogni spesa, a tutto il 31 dicembre 1870.

Gli autori che vorranno celare il loro nome, dovranno scriverlo in una scheda suggellata, secondo gli usi accademici.

N.B. — Gli autori sono invitati a segnalare all'Accademia i punti più importanti dello loro opere.

Torino, 1° agosto 1868.

Il Presidente: BONACOSSA.
Il Segretario: G. RIZZETTI.

— I doni che il re di Prussia manda al Sultano di Burnu (Africa centrale) sono: primo un trono di velluto ricamato d'oro, un bell'orologio a ripetizione, una dozzina di orologi ordinari d'oro e di argento, sei fucili ad ago, dodici revolver, sei bournous bianchi, varie dozzine di fez, delle collane di corallo e delle essenze. Il Sultano aveva mostrato desiderio di avere in dono una carrozza, ma era cosa troppo difficile a spedirsi. Sarebbe stato necessario di smontarla per attraversare, sul dorso dei camelli, tutto il Sahara. E a Burnu non vi sono carrozzieri; bisognava mandarli dall'Europa per riunire il veicolo smontato. Sua Maestà africana adoperò già in modo molto strano una carrozza che gli donò la regina Vittoria. Nelle circostanze solenni il Sultano fa trascinare l'opulento equipaggio dai grandi della Corte, ma egli cammina a lato della portiera.

— I giornali inglesi commentano, riportandolo, il dispaccio che abbiamo dato sul terremoto che sarebbe durato tre giorni nel Perù e nella Repubblica dell'Equatore.

Il *Times* dice: « La gomema transatlantica ci scuote spesso con notizie meravigliose, e generalmente sceglie la domenica per servirci le più indigeste. »

« Lo scorso autunno toccò all'isola di Tortola che in un uragano spariva con la sua popolazione di 10 o 12,000 anime e con le montagne alte 6,000 piedi. Quest'anno è un gran numero di città del Perù e dell'Equatore che sono state interamente distrutte dai terremoti, facendo morire da 25 a 30,000 persone con la perdita di 100,000,000 di dollari, circa 500,000,000 di franchi.

« Quando il telegrafo ci annunziò la sommersione di Tortola, quella notizia, benchè esageratissima, aveva disgraziatamente qualche fondamento come dopo si seppe. Questa volta pure può accadere che il Perù e la Repubblica dell'Equatore siano state visitate da dei terremoti, tanto terribili e frequenti in quei paraggi. Ma alla prima non è possibile prestar fede a quella notizia, perchè per altra via abbiamo le notizie del Brasile, in data del 24 di agosto, ove non si fa menzione di scosse, e sarebbe cosa da stupire che un terremoto che avesse desolato tanta estensione di terreno nell'America meridionale non si sia fatto sentire alcun poco nelle altre parti della Penisola. Sappiamo infatti che al tempo del terremoto di Lisbona furono agitati i laghi della Scozia.

Il *Morning Post* che crede seriamente alla notizia si lamenta già di una tale calamità. Il *Daily News*, più opportunamente, l'accetta ma sotto riserva facendo osservare che quei terremoti, dei quali noi parliamo con tanto spavento sono cose consuete nel Perù, e che in conseguenza gli abitanti di quelle regioni sono muniti di tutto quanto in quei disastri può aiutarli.

Infine, ripetiamolo, non si può dir nulla prima che non giungano delle nuove particolarità, che non tarderanno a toglierli di dubbio.

— Il *Wanderer* ha da Buda, 12 settembre:

La grande raffineria di petrolio di Bride, che conteneva 6,000 quintali di olio, arde dalle tre del dopo pranzo.

Non vi è mezzo di spegnere il fuoco. Si occupano di salvare i cinque serbatoi che sono intorno alla fabbrica. I danni sono enormi; tre persone sono morte.

Secondo gli ultimi quadri ufficiali, la flotta della Confederazione del Nord annovera 55 bastimenti a vapore e a vela, e 36 scialuppe, le prime armate di 455, le seconde di 68 cannoni. Rispetto al numero delle bocche da fuoco la marina federale la cede alle flotte d'Inghilterra, di Francia e d'Italia, di Olanda (1670 cannoni), d'Austria (1063 cannoni), di Russia (2300 cannoni), di Spagna (1071 cannoni), di Turchia (2370 cannoni), e degli Stati Uniti; ma è superiore alle flotte della Danimarca (407 cannoni), Portogallo (343 cannoni), Svezia (462 cannoni), e Grecia (108 cannoni).

La Confederazione del Nord ha 3 fregate corazzate (*Re Guglielmo*, *Federigo Carlo* e *Principe Reale*, nell'*Alba* 55 cannoni); una corvetta corazzata (*Alba* 8 cannoni); due vascelli ordinari corazzati (*Arminius* e *Principe Adalberto*, insieme 7 cannoni); 10 corvette a ponte, 2 avvisi, 8 cannoniere di prima classe e 14 di seconda classe, di più lo yacht reale *Grille* e 4 bastimenti per il servizio dei porti.

La flotta a vela è di 3 fregate (*Gefion*, *Teti* e *Niobe*), 3 oricks, il vascello scuola *Barbarossa* e 3 altre navi adoperate nei porti.

Finalmente la flottiglia annovera 32 scialuppe cannoniere, armate ciascuna di 2 cannoni, e 4 canotti con un cannone.

(*Journal de Genève*)

— Si scrive da Vienna il 14 settembre:

Il Re di Baviera sarà fidanzato alla granduchessa Maria di Russia nell'ultima settimana del mese corrente. Ma siccome la principessa è giovanissima, il matrimonio avverrà l'anno prossimo. È possibile che la famiglia imperiale di Russia faccia una visita a Monaco prima di lasciar la Germania.

(*Correspondance du Nord-Est*).

— La peste di Siberia, dice il *Viest*, fa grandi danni nel distretto di Dunaburg. In uno spartimento di quel distretto l'epizoozia costò alla popolazione 3700 cavalli, quasi 900 vacche e 200 maiali. Di 180 abitanti presi dal contagio, 38 sono morti.

— Avviso ai bevitori d'assenzio! In una conferenza sull'alcolismo fatta dal dott. Danet all'asilo di Vincennes vi è il passo seguente:

L'assenzio è preparato con le punte d'assenzio distillato, con le radici di angelica, con la badiana, ecc. Pare una mescolanza innocente, ma pure udite che cosa può fare.

Sapete tutti che l'acido prussico o cianidrico uccide istantaneamente.

Eppure se versate due gocce di quell'acido in un litro d'acqua e se versate sei gocce d'assenzio in un altro vaso pieno di un litro d'acqua, e se mettete nei due liquidi alcuni pesci vivi, quelli che sono nell'acqua con l'assenzio muoiono quattro volte più presto di quelli che sono nel liquido avvelenato col terribile acido.

(*Journal de Paris*).

— Una Commissione di archeologi prussiani che hanno pregato il dotto danese Worsaa di unirsi a loro, è stata incaricata di esplorare l'isola di Rugen, il suolo dell'antica Arcona, il più celebre santuario dei Veudi, distrutto, o sono sette secoli, dal Re di Danimarca Valdemaro I. Saxo Grammaticus che era presente alla spedizione narra che i Veudi, o popolo slavo, si erano resi terribili ai loro vicini per le loro continue depredazioni. Sacrificavano i loro prigionieri dinanzi agli altari di Swantewit, loro nume principale. La sua statua colossale di legno con quattro teste era nel famoso tempio di Arcona. Dopo la vittoria di Valdemaro i Tedeschi a poco a poco andarono nell'isola; dopo due secoli tutte le buone terre erano in loro possesso, e fecero cessare l'antica lingua del paese con quei provvedimenti di oppressione sistematica che i Tedeschi hanno sempre usati contro le altre razze; giunsero perfino a vietare tutti i mestieri che erano di origine veuda. L'ultimo discendente degli antichi sovrani nazionali di Rugen morì nel 1558, l'ultimo rampollo della famiglia di Patus. La sola ricordanza che il contadino di Rugen ha serbata, degli splendori dei suoi avi è che crede di vedere in certi giorni in fondo al mare l'immagine del palazzo di Arcona.

(*Moniteur Univ.*)

— In breve sarà venduta al palazzo Dronot una importante raccolta di quadri. Tra gli altri si vede il ritratto del dottor *Guillotin* di Saintes. È un ritratto dipinto da Canot, scolaro di David.

In quel tempo lo studio del celebre pittore era il convegno a degli uomini, allora per la maggior parte ignoti, ma che dovevano, in vario modo, aver grande fama: erano Fragonard, Serpente, Talma, Brune, Danton, Robespierre, Marat, Guillotin e altri.

Vi andava anche un giovane allievo della scuola militare di Parigi, e si chiamava Buonaparte.

In quello stesso tempo David fece il ritratto del futuro generale in capo dell'armata d'Italia. La testa non ha anche l'espressione che aveva dieci anni dopo, ma si vede subito il tipo speciale della famiglia, e la maniera del futuro pittore degli Orazi.

Il ritratto del dottor *Guillotin*, non ben disegnato, non ha valore che come curiosità storica. (*Liberté*)

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Nuova York, 9.

Negli Stati del Sud ebbero luogo molti piccoli conflitti tra i negri e i bianchi.

I rapporti sul raccolto del cotone sono sfavorevoli.

Le mene dei feniani aumentano nel Canada.

Si ha dal Messico che è scoppiata una rivoluzione contro Juarez sotto la direzione di Canales. Parigi, 19.

Chiusura della Borsa.

	18	19
Rendita francese 3 %	69 12	68 92
Id. italiana 5 %	52 20	51 75

Valori diversi.

Ferrovie lombardo-venete	. 412	—	407	—
Obbligazioni	. . . . .	216 75	216	50
Ferrovie romane	. . . . .	38	—	41
Obbligazioni	. . . . .	96	—	98
Ferrovia <i>Vittorio Emanuele</i>	. 45	—	40	—
Obbligazioni ferr. merid.	. . 138	—	137	—
Cambio sull'Italia	. . . . .	8	—	7 1/2
Credito mobiliare francese	. 281	—	276	—

Ferma.

Vienna, 19.

Cambio su Londra 115 60

Londra, 19.

Consolidati inglesi 94 1/8 94 1/8

Belgrado, 18.

La voce che i Turchi si preparano ad entrare nel territorio rumeno prende consistenza. Si stanno facendo preparativi sulla riva destra per passare il Danubio.

Monaco, 20.

La celebrazione del matrimonio della duchessa Sofia è aggiornata fino al 23 settembre.

Parigi, 20.

La *France* smentisce la voce che il prolungamento del soggiorno del conte di Girgenti a Parigi sia cagionato da motivi politici.

Lo stesso giornale crede che sia senza fondamento la voce che i Turchi abbiano passato il Danubio.

Il *Gaulois* annunzia che i generali spagnuoli esiliati nelle Canarie sono sbarcati nell'Andalusia, ove alzarono la bandiera dell'insurrezione. Il *Gaulois* soggiunge che il generale Prim col suo stato maggiore s'imbarcò a Londra, dirigendosi verso la Spagna, per prendervi la direzione dell'insurrezione. Nessun altro giornale ha ricevuto simili notizie.

L'*Epoque* assicura che la Turchia domandò spiegazioni al gabinetto d'Atene sulla esistenza di comitati che favoriscono i moti rumeni e bulgari.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 19 settembre 1868, ore 8 ant.

Il Mediterraneo si mostra agitato. Cielo temporalesco e pioggia copiosa in più luoghi.

Il barometro è

Direzione compartimentale del Demanio e delle tasse sugli affari in Siena

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 ant. del giorno 28 settembre 1868 e successivi occorrendo, in una sala della prefettura di Grosseto in Scansano, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo miglior offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali:

- 1° L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.
- 2° Nessuno potrà concorrere all'asta se non comproverà di aver depositato a garanzia della sua offerta il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto nei modi determinati dalle condizioni del capitolato riguardante ogni lotto che si espone in vendita.
- 3° Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito, od in titoli di nuova creazione al valore nominale.
- 4° Le offerte si faranno in aumento del prezzo stimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.
- 5° La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infrascritto prospetto.
- 6° Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.

6° Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.
7° Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare il cinque per cento del prezzo di aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione ed iscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione.

La spesa di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso starà a carico dei deliberatori per le quote corrispondenti ai lotti loro rispettivamente aggiudicati.

8° La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; i quali capitolati, nonché gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 9 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane nell'ufficio della prefettura suddetta.

9° Le passività ipotecarie che gravano lo stabile, rimangono a carico del Demanio, e così anche quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., rimangono a carico del Demanio, non essendo stata di queste ultime fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

10° L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.

Avvertenza. — Si procederà a termini dell'art. 104, lettera F, del Codice penale toscano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli acconrenti con promesse di denaro, o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

Num. progressivo dei lotti	N. della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE		VALORE estimativo	DEPOSITO per cauzione delle offerte	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
					in misura legale E. A. C.	in misura antica locale Staja				
122	110	Magliano e Orbetello	Monaci Camaldolensi	Terreno privo, seminativo e macchioso ceduo detto I Prati Nuovi e Vecchi, con frazione del fabbricato posto in Magliano, via Riciotti.	76 31 13	586	81292 80	8129 28	200	6965 31
125	113	Magliano	.	Terreno seminativo, privo, macchioso ceduo e pascolativo detto Poggio Sacchetto di Sopra, con porzione del fabbricato sopra descritto.	139 47 63	1072	59741 20	5974 12	200	5118 73
3108										

Siena, 5 settembre 1868.

Il Direttore demaniale: L. ANDREUCCI.

Direzione compartimentale del Demanio e delle tasse sugli affari di Alessandria

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antimeridiane del giorno di martedì 29 settembre 1868, in una sala della sottoprefettura di Tortona, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo miglior offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali.

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ogni lotto.
2. Nessuno potrà concorrere all'asta se non comproverà di aver depositato, a garanzia della sua offerta, il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, nella Tesoreria provinciale governativa, in Alessandria.
3. Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito, od in titoli di nuova creazione al valore nominale.
4. Le offerte si faranno in aumento del prezzo stimativo dei beni.
5. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infrascritto prospetto.
6. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.

6. Non si procederà all'aggiudicazione se non vi saranno le offerte almeno di due concorrenti.

7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare il 5 per 100 del prezzo di aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione e d'iscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione.

La spesa di stampa, di affissione e di inserzione nei giornali del presente avviso starà a carico dei deliberatori per le quote corrispondenti ai lotti loro rispettivamente aggiudicati.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, nonché gli estratti delle tabelle e i documenti relativi saranno visibili tutti i giorni durante l'orario d'ufficio presso la segreteria della sottoprefettura di Tortona.

9. Le passività ipotecarie che gravano lo stabile, rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

10. L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli art. 402, 403, 404, 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli acconrenti con promesse di danaro o con altri mezzi sì violenti, che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

Num. progressivo dei lotti	N. della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni Denominazione e natura	SUPERFICIE		VALORE estimativo	DEPOSITO per cauzione delle offerte	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
					in misura legale	in misura antica locale				
2404	215	Castelnovo Scrivia	Mensa vescovile di Tortona	Possessione denominata la Cascina Vecchia, composta dei seguenti stabili: 1. Aratorio detto Campo del Giardino, consorti la strada pubblica, la Mensa, li fratelli Girolli e Libè Giovanni Battista, in mappa al numero 1218. 2. Aratorio semipieno detto Campo del Murto, consorti la Mensa, la strada pubblica come sopra e Bassi Giuseppe, in mappa al numero 1243. 3. Aratorio detto Campo Vigna del Pozzo, consorti la strada pubblica da due lati, Bassi Giuseppe, Castellini Giuseppe e la Mensa, in mappa al numero 1196. 4. Aratorio denominato Campo del Pianon, consorti la Mensa da due lati, Concaro, Stringa Domenico, la strada pubblica da due lati, in mappa al numero 1245. 5. Aratorio detto Campo dei Moroni, consorti la strada vicinale per metà, la strada pubblica, Rossi Giovanni e la Mensa in mappa al numero 1547 parte. 6. Aratorio detto Campo dell'Ordio, consorti la strada vicinale, la Mensa da tre lati, Rossi Giovanni e coniugi Concaro, in mappa al numero 1547 parte. 7. Aratorio detto Campo della Vigna Lunga, consorti la strada vicinale, la Mensa da due lati, la strada pubblica, in mappa al numero 1244. 8. Aratorio detto Campo del Prato o Pizzo del Prato, consorti la strada vicinale, la Mensa da due lati, la strada pubblica da due lati e Delfino Carlo Antonio, in mappa al numero 1240 parte e 1241. 9. Aratorio detto il Campo della Castella, consorti la Mensa, Delfino Carlo Antonio, Angeletti Giuseppe e fratelli, e la strada vicinale, in mappa al numero 1240 parte. 10. Fabbricato rustico, consorti la Mensa da tre lati e la strada pubblica, in mappa al numero 1242.	3 78 05 3 90 37 4 78 62 3 73 38 2 53 08 2 38 90 8 13 61 3 41 74 3 09 47 0 22 84					
2405	216	Guazzora	.	Possessione denominata il Cassinone, composta come segue: 1. Aratorio vitato, denominato la Vigna Angelera, consorti la strada pubblica, la strada vicinale e li fratelli Balduzzi, in mappa al numero 658. 2. Aratorio detto Dietro Casa, consorti la strada pubblica, il caseggiato del Cassinone, Baraldi Giuseppe ed altri, in mappa al numero 604, 606, 607. 3. Aratorio detto del Pilastrone, consorti Tagliacarne, Baraldi Carlo e Giuseppe, Castellini Carlo ed altri, in mappa al numero 617, 663 e 663 1/2. 4. Aratorio detto Campo del Casone, consorti la strada vicinale, D. Antonio Baraldi, Tagliacarne ed altri, in mappa al numero 666, 788 e 1253. 5. Aratorio detto Campo della Valletta, consorti Tagliacarne, la Mensa e Canegallo Carlo Giuseppe, in mappa al numero 663 1/2. 6. Gran caseggiato annesso ai suddetti stabili, consorti i beni stessi e la strada pubblica, in mappa al numero 660.	7 97 40 2 32 25 7 65 74 8 21 35 0 85 15 0 47 76		56885 34	5688 53	200	

3079

Alessandria, addì 28 agosto 1868.

Il Direttore demaniale: FERRARI.

SOCIETÀ ITALIANA

PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

Si notifica ai portatori delle obbligazioni di questa Società che la cedola 12^a della serie A in lire 750, e la cedola 10^a della serie B in lire 750, maturante al 1^o ottobre prossimo venturo, sarà pagata a partire da detto giorno:

- a Firenze, presso l'Amministrazione centrale in L. it. 6 77
- a Napoli, presso la Cassa succursale dell'Esercizio 6 77
- a Messina, presso P. G. Siffredi 6 77
- a Palermo, presso L. e V. Florio 6 77
- a Livorno, presso M. A. Bastogi e F. 6 77
- a Genova, presso la Cassa generale 6 77
- a Torino, presso la Società Generale di Credito Mobiliare Italiano 6 77
- a Milano, presso Giulio Belinzaghi 6 77
- a Parigi, presso la Società Generale di Credito Industriale e commerciale franchi 6 77
- a Ginevra, presso P. F. Bonna e C. 6 77
- a Bruxelles, presso la Banca del Belgio 6 77
- a Berlino, presso Meyer Cohn 6 77
- a Francoforte, B. H. Goldschmidt 6 77
- a Amsterdam, presso Giuseppe Cahen fior. oland. 3 17
- a Londra, presso Baring Brothers e C. lire sterl. 0 5 5

(a) Al cambio della giornata contro Parigi.

NB. Dall'importo di L. 750 sono dedotte L. 0 73 per la tassa sulla ricchezza mobile.

Per riscuotere l'ammonizione delle cedole (coupons) i portatori delle medesime dovranno presentare, per le piazze non italiane, le corrispondenti obbligazioni, o per lo meno presentare un certificato faciente fede della provenienza delle cedole stesse, il quale dev'essere rilasciato da un notaio o dal sindaco della località dove risiede il portatore in data non anteriore a 15 giorni, e si ricorda nello stesso tempo che le obbligazioni di detta serie sono state estratte il 30 maggio ultimo scorso, saranno parimenti ammortizzate a presentazione presso gli stessi banchieri.

Firenze, 11 settembre 1868.

LA DIREZIONE GENERALE.

SOCIETÀ BACOLOGICA FIORENTINA

Il nostro socio Teobaldo Sandri, che, in conformità del nostro avviso del 20 febbraio 1868, si recò al Giappone per l'acquisto del seme da bachi, ci scrive che e per le condizioni politiche di quel paese, e per le speciali condizioni del mercato, gli è assolutamente impossibile far acquisti proporzionati alle sotto-ordini da noi raccolte, ed al prezzo che i sottoscrittori hanno diritto non venga oltrepassato.

D. lenti per questo fatto, le dolorose conseguenze del quale ricadono sopra di noi che abbiamo anticipato spese non indifferenti, noi ci crediamo in dovere di darne pubblico avviso ai sottoscrittori, non senza promettere che al ritorno dello stesso signor Sandri annunzieremo egualmente la quantità del seme che egli avrà potuto provvedere, ed il prezzo al quale noi potremo rilasciarlo.

Dalla sede della Società, li 16 settembre 1868.

Fratelli GIACOSA.
TEOBALDO SANDRI.
LUIGI TARUFFI.

3170

Avviso.

Il Consiglio di Amministrazione della Società Anonima delle torbiere di Alice Canavese, con verbale del 17 corrente mese ha deliberato la convocazione dell'assemblea generale degli azionisti per il 12 ottobre prossimo, ore una pomeridiana, in Torino, nel solito locale, via Bogino, numero 18, nel banco Barbaroux, per deliberare sul seguente ordine del giorno:

Nomina di una nuova commissione di sindacato per la revisione dei conti presentati dal direttore gerente signor cav. Enrico D'Emarese.

Torino, li 18 settembre 1868.

Pel Consiglio di Amministrazione
Il Presidente: GIO. BATT. BARBAROUX.

3175

Bando di vendita coatta.

Il cancelliere del tribunale civile di Firenze fa noto al pubblico che nella mattina del 24 novembre 1868, a ore 11, nella sala delle udienze civili di detto tribunale, avrà luogo la vendita in un sol lotto ed al maggiore offerente dei seguenti beni espropriati a danno di Tommaso Fanfani, cioè:
Due appezzamenti di terreno denominati il Pino e Carpineto con casa annessa, posti nel popolo di San Martino a Garzanti, comuni della Lastra a Signa, gravati della rendita imponi-

bile di lire 146 63.

L'incanto verrà aperto sul prezzo assegnato loro dal perito giudiziale Lodovico Bartolini, cioè di lire italiane ottomila quattrocento novanta.

Il deliberamento avrà luogo alle condizioni inserite nel bando, di cui esiste copia depositata nella cancelleria di detto tribunale unitamente alla perizia stimativa colle altre carte relative.

3172 Sns. MAGNELL, can.

Estratto di sentenza.

Il tribunale civile di Firenze facente funzione di tribunale di commercio con sentenza del 16 settembre 1868, registrata con marca da lire una annullata ha dichiarato il fallimento della ditta Redi e C., via Correnti, num. 1, ordinando l'apposizione dei sigilli, delegando alla procedura il giudice signor Carlo Comandoli, e nominando in sindaco provvisorio il signor Guglielmo Bartoletti; ha designato la mattina del 30 settembre corrente, a ore 11, per l'adunanza dei creditori in Camera di consiglio per proporre il sindaco definitivo.

Dalla cancelleria del tribunale suddetto.

Li 17 settembre 1868.

3165 F. NANNI, vice can.

Estratto di sentenza.

Il tribunale civile di Firenze, facente funzione di tribunale di commercio, con sentenza del 16 settembre 1868, registrata con marca da lire una annullata, ha dichiarato il fallimento di

Silvio Giorgi di Sant'Angelo a Legnais, ordinando l'apposizione dei sigilli, delegando alla procedura il giudice signor Alessandro Catani, e nominando in sindaco provvisorio il signor Giordano Giunti computista; ha designato la mattina del 23 corrente, a ore una pomeridiana per l'adunanza dei creditori in Camera di consiglio per proporre il sindaco definitivo.

Dalla cancelleria del tribunale suddetto.

Li 17 settembre 1868.

3166 F. NANNI, vice can.

Eredità beneficiata.

Nel dì 2 (due) settembre corrente, avanti al sottoscritto cancelliere, Costantino Cirivini di Val di Brana, come padre di Pietro Cirivini costituito in età minore, dichiarò di adire con beneficio di legge e d'inventario l'eredità lasciatagli dal di lui avo materno Pietro Corsini di Piazza, morto li 7 maggio 1868.

Dalla cancelleria del primo mandamento di Pistoia.

Li 4 settembre 1868.

3164 Dott. TROFIMO BRANDAGLIA.

Diffidamento.

La signora Cherubina Parenti, domiciliata a Pistoia, come mandataria del signor ingegnere Vincenzo Parenti suo figlio, inibisce a Benedetto Bonelli e sua famiglia, coloni licenziati, di fare qualunque contrattazione, di tagliare di verde o di secco nel podere del signor Parenti, luogo denominato il Casone, posto nel popolo e comune

di Marliana, circondario di Pistoia, senza preventivo permesso in iscritto della signora Cherubina Parenti suddetta.

Li 18 settembre 1868.

3169 PIETRO GIOVANNARDI.

Avviso.

L'avvocato Alessandro Ceregnani, curatore all'eredità facente della signora Elisa Scheggi ne' Norchi, assegna il termine perentorio di giorni 10 ai creditori di detta eredità a presentarsi ad esso i loro titoli di credito, qual termine decorso non ostante la loro non comparsa procederà a forma della legge.

Torino, via Saluzzo, 33. 3000

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA,

di Marliana, circondario di Pistoia, senza preventivo permesso in iscritto della signora Cherubina Parenti suddetta.

Li 18 settembre 1868.

Avviso.

Il sottoscritto Pietro Giovanniardi di Prato, ora domiciliato a Pistoia, essendo venuto a cognizione che alcuni malfattori si adoprano per spendere delle accezioni portanti il di lui nome, dichiara ad ogni buon fine ed effetto essere queste assolutamente false, non avendo egli fino a questo giorno alcuna accezione fuori. Dichiaro quindi che non sarà giammai per riconoscerle.

Firenze, 18 settembre 1868.

3169 PIETRO GIOVANNARDI.

Avviso.

L'avvocato Alessandro Ceregnani, curatore all'eredità facente della signora Elisa Scheggi ne' Norchi, assegna il termine perentorio di giorni 10 ai creditori di detta eredità a presentarsi ad esso i loro titoli di credito, qual termine decorso non ostante la loro non comparsa procederà a forma della legge.

Torino, via Saluzzo, 33. 3000

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA,